



Conseil de sécurité

Briefing : Syrie

New York, le 21 novembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

Monsieur le Président,

Je remercie l'Envoyée spéciale adjointe, Najat Rochdi, et la Directrice des opérations et du plaidoyer du Bureau des affaires humanitaires de l'ONU, Edem Wosornu, pour leurs interventions.

Je prends également note de l'exposée de Madame Sawsan Abou Zainedin. La Suisse soutient l'engagement des représentantes et représentants de la société civile dans le processus politique et en faveur de la réconciliation entre Syriennes et Syriens.

Un engagement pour la paix à tous les niveaux est en effet nécessaire. La Suisse condamne l'escalade de violence en cours et le fait que de plus en plus de civils et de biens à caractère civil soient touchés par des bombardements ou d'autres types d'attaques sur l'ensemble du territoire syrien.

Il faut mettre fin à cette spirale de violence. La Suisse s'engage pour que toutes les parties au conflit respectent leurs obligations en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire. Cela comprend en particulier les principes de distinction, proportionnalité et précaution dans la conduite des hostilités. Les violations graves du droit international en Syrie ne doivent pas rester impunies.

La Suisse se joint aux appels de l'Envoyé spécial contre l'extension en Syrie des hostilités en cours au Proche-Orient et au Liban voisin, ainsi que pour une résolution durable du conflit sur la base de la résolution 2254.

Nous prenons note des récentes déclarations des Etats-garants d'Astana en faveur d'une telle solution. Une reprise prochaine des travaux du Comité constitutionnel, ainsi que la mise en place d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, enverraient des signaux cruciaux en ce sens.

Enfin, le droit de savoir des proches de personnes disparues en raison des conflits armés est une règle solidement ancrée dans les Conventions de Genève. Il est également un élément essentiel en vue d'une paix durable en Syrie.

L'institution indépendante pour les personnes disparues sise à Genève, dont le mandat est strictement humanitaire, doit pouvoir commencer son travail rapidement, en collaboration avec les organisations des proches de personnes détenues et disparues, ainsi qu'avec tous les acteurs concernés en Syrie et au niveau international.

Monsieur le Président,

Après treize ans de conflit, la situation continue de se détériorer. Les Syriens et Syriennes en paient le prix.

Malheureusement au fil des mois la situation humanitaire continue de se dégrader. Insécurité alimentaire, accès aux soins : les besoins essentiels ne cessent d'augmenter. Dans les mois à venir, ceux-ci seront exacerbés par les rigueurs de l'hiver. En parallèle, l'intensification des violences sur l'ensemble du territoire met au défi le bon déroulement du travail des acteurs humanitaires sur le terrain.

Face à ces besoins aigus, toutes les modalités d'accès aux personnes dans le besoin – à travers les lignes de front, à travers les frontières et à l'intérieur de la Syrie – doivent être exploitées. Nous saluons la poursuite des opérations humanitaires de l'ONU via les points de passage de Bab al-Salam et d'Al Ra'ee, dont l'utilisation a été autorisée pour trois mois supplémentaires. Nous appelons le gouvernement syrien à prolonger ces autorisations, y compris celle pour Bab-al Hawa, sans limite dans le temps. Cela afin de garantir la prévisibilité nécessaire pour un engagement humanitaire intégral et efficace et parce qu'il s'agit d'une obligation selon le droit international humanitaire.

Par ailleurs, la poursuite des opérations militaires d'Israël au Liban a déjà entraîné la fuite de plus d'un demi-million de personnes vers la Syrie. La Suisse appelle à ce que tout soit mis en œuvre pour leur protection. Ces personnes ainsi que les communautés d'accueil parmi lesquelles elles trouvent refuge sont très vulnérables. A cet effet, la Suisse appelle le gouvernement syrien et les principaux acteurs humanitaires à apporter un soutien et une protection accrues aux déplacés comme aux communautés hôtes.

La population syrienne doit bénéficier d'une aide humanitaire inconditionnelle et dépolitisée. À cet égard, je suis heureux de confirmer que la Suisse contribue à hauteur de plus d'un million dollars pour la Syrie à l'appel interagence d'urgence de l'ONU, qui s'ajoute à son engagement régulier.

Monsieur le Président,

« Le monde nous a laissé tomber deux fois, nous les Syriens », a déclaré Ismail al-Nasser, Syrien de 35 ans, ayant fui la Syrie il y a treize ans, et le Liban en octobre. Nous avons le devoir de ne pas les abandonner une fois de plus.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mister President,

I would like to thank the Deputy Special Envoy, Najat Rochdi, and the Director of Operations and Advocacy of the UN Office for Humanitarian Affairs, Edem Wosornu, for their speeches.

I also take note of Ms Sawsan Abou Zainedin's presentation. Switzerland supports the commitment of civil society representatives to the political process and to reconciliation between Syrians.

A commitment to peace at all levels is indeed necessary. Switzerland condemns the current escalation of violence and the fact that more and more civilians and civilian property are being affected by bombings and other attacks throughout Syria.

This spiral of violence must be brought to an end. Switzerland is committed to ensuring that all parties to the conflict respect their obligations under international law, including international humanitarian law. This includes in particular the principles of distinction, proportionality and precaution in the conduct of hostilities. Serious violations of international law in Syria must not go unpunished.

Switzerland joins in the Special Envoy's calls against the extension to Syria of the hostilities underway in the Middle East and neighbouring Lebanon, and for a lasting resolution of the conflict on the basis of Resolution 2254.

We note the recent statements by the Astana Guarantor States in favour of such a solution. An imminent resumption of the work of the Constitutional Committee, as well as the establishment of a nationwide ceasefire, would send crucial signals in this direction.

Finally, the right to know of relatives of persons missing as a result of armed conflict is a rule firmly anchored in the Geneva Conventions. It is also an essential element in achieving lasting peace in Syria.

The independent institution for missing persons based in Geneva, whose mandate is strictly humanitarian, must be able to begin its work rapidly, in collaboration with the organisations of relatives of detained and missing persons, and with all the actors concerned in Syria and at international level.

Mister President,

After thirteen years of conflict, the situation continues to deteriorate. Syrians are paying the price.

Unfortunately, as the months go by, the humanitarian situation continues to deteriorate. Food insecurity, access to healthcare: essential needs are constantly increasing. In the coming months, these needs will be exacerbated by the harsh winter. At the same time, the intensification of violence throughout the country is challenging the work of humanitarian actors on the ground.

In the face of these acute needs, all means of access to people in need - across the front lines, across the borders and inside Syria - must be exploited. We welcome the continuation of UN humanitarian operations via the Bab al-Salam and Al Ra'ee crossing points, which have been authorised for use for a further three months. We call on the Syrian government to extend these authorisations, including that for Bab al Hawa, without any time limit. This is to ensure the predictability needed for a full and effective humanitarian commitment, and it is an obligation under international humanitarian law.

Moreover, Israel's continuing military operations in Lebanon have already resulted in more than half a million people fleeing to Syria. Switzerland calls for everything possible to be done to protect them. These people and the host communities in which they find refuge are very vulnerable. To this end, Switzerland calls on the Syrian government and the main humanitarian actors to provide greater support and protection for displaced persons and host communities alike.

The Syrian population must benefit from unconditional and depoliticized humanitarian aid. In this respect, I am pleased to confirm that Switzerland is contributing more than one million dollars for Syria to the UN emergency inter-agency appeal, in addition to its regular commitment.

Mister President,

'The world has let us Syrians down twice,' said Ismail al-Nasser, a 35-year-old Syrian who fled Syria thirteen years ago and Lebanon in October. We have a duty not to let them down again.

Thank you.